



**PROCES-VERBAL  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 11 JUIN 2024**

L'an **deux mil vingt-quatre** le **onze** du mois de juin le Conseil Municipal de la Commune de **SELONCOURT** s'est réuni en Mairie à 18h30 sous la Présidence de M. Daniel BUCHWALDER, Maire, pour une session ordinaire.

**Date d'envoi de la convocation : 03 juin 2024**

**Etaient présents (22)**

Daniel BUCHWALDER, Françoise PAICHEUR, Jean-Marc ROBERT, Maryline CHALOT, Mathieu GAGLIARDI, Laurence DI VANNI, Jean FORESTI, Catherine JACQUOT, Alain KMOCH, Madeleine MAUFFREY, Patrick LIEGEART, Christine GUEY, Lysiane MABIRE, Brigitte ALZINGRE, Romuald GADET, Clément GIRARD, Régis ARNOLD, Denis TISSERAND, Christian TOITOT, Sergio BEE, Sylvie WERNY, Béatrice ROCH.

**Etaient excusés ayant donné procuration (7)**

Nicolas PIERGUIDI a donné procuration à Christine GUEY  
Jean-Claude PERROT a donné procuration à Jean-Marc ROBERT  
Jean-Luc MIESKE a donné procuration à Patrick LIEGEART  
Sophie MOREL a donné procuration à Françoise PAICHEUR  
Léa LEMOINE a donné procuration à Catherine JACQUOT  
Eric LANUSSE-CAZALE a donné procuration à Lysiane MABIRE  
Michel BARBÉ a donné procuration à Jean FORESTI

Maryline CHALOT a donné procuration à Laurence DI VANNI jusqu'à son arrivée (à 18h41 CA 2023).  
Mathieu GAGLIARDI donne procuration à Monsieur Daniel BUCHWALDER à son départ à 20h02  
(après le vote du dernier point inscrit à l'ordre du jour du conseil municipal)

Monsieur le Maire après avoir procédé à l'appel et constaté le quorum ouvre la séance.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est procédé à la nomination d'un secrétaire de séance. **Mme Françoise PAICHEUR à l'unanimité** des voix présentes et représentées a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

<b>ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 11 JUIN 2024</b>
---

**ASSEMBLEE DELIBERANTE**

1. Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 09 avril 2024
2. Motion à l'initiative de l'Association des petites villes de France relative aux mesures d'économies annoncées par l'Etat susceptibles d'affecter les finances locales

**FINANCES**

3. Approbation du Compte de Gestion 2023
4. Approbation du Compte Administratif 2023
5. Affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2023
6. Etat des opérations immobilières réalisées en 2023
7. Taux horaires des agents communaux pour l'année 2024
8. Indemnité de gardiennage de l'Eglise communale pour l'année 2024
9. Indemnisation de frais – Formation informatique
10. Modification des tarifs communaux
11. Renouvellement de la convention de partenariat pour le fonctionnement et le financement du Centre Médico-Scolaire Unique du Pays de Montbéliard et alentours

**PERSONNEL**

12. Création d'un poste d'auxiliaire de puériculture de classe normale à temps complet à la crèche de Seloncourt - Annule et remplace la délibération DCM20211026-5 en date du 26/10/2021
13. Règlement général de la protection des données – Convention avec l'ADAT pour la mise à disposition d'un délégué à la protection des données

**ENVIRONNEMENT – CADRE DE VIE – FORÊT**

14. Bilan de concertation et arrêt des Zones d'Accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'Énergies Renouvelables (ZAE nR)

**BÂTIMENTS – PATRIMOINE – CIMETIERE**

15. Travaux d'aménagement et de rénovation de la crèche – Subvention CAF
16. Travaux d'aménagement et de rénovation de la restauration / périscolaire Marcel LEVIN – Subvention CAF

## VOIRIE – CIRCULATION

17. Renaturation de la Place du 8 Mai – Demandes de subventions
18. Renaturation de la rue d'Audincourt – Demandes de subventions – Annule et remplace la DCM20221216-8 du 16 décembre 2022
19. Extension du réseau de vidéoprotection – Demande de subvention à l'Etat au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D.)
20. Programme de rénovation de l'éclairage public 2024 – Demande de subvention au SYDED
21. Règlement de voirie de la ville de Seloncourt
22. Syndicat du Gaz de la Région de Montbéliard (SYGAM) – Modification statutaire

## URBANISME

23. Vente de parcelles de terrain à la société Néolia
24. Autorisation de signature d'un bail emphytéotique – Parcelles de terrain agricole avec la SCEA Ferme des Minimes
25. Autorisation de vente de terrains communaux et d'une parcelle boisée à Monsieur Maël VERNEREY – Annule et remplace la délibération DCM20220607-18 en date du 7 juin 2022 et la délibération DCM20221216-10 en date du 16 décembre 2022

## DECISIONS ET ARRETES DU MAIRE (Cf. tableaux joints)

### QUESTIONS ORALES

Selon éléments avancés en début de séance

**Monsieur le Maire** invite les élus à faire mention des questions orales.

- **M. Christian TOITOT** pour le groupe Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire :

⇒ Pourquoi avoir décidé de cesser de cotiser à l'ADèC

- **M. Denis TISSERAND** pour le groupe Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire :

⇒ Pourquoi n'avons-nous pas d'affichage « Fier d'être capitale Française de la culture » sur Seloncourt ?

*Avant d'aborder l'ordre du jour, Monsieur le Maire souhaite féliciter les services pour l'efficacité avec laquelle ils ont remis en état de la salle du conseil municipal suite aux élections européennes du 9 juin 2024. Il demande au directeur général des services de transmettre ce message aux agents.*

### 1 - APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 09 AVRIL 2024 - DCM n° 20240611-1

**M. Daniel BUCHWALDER** présente ce point.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal l'approbation du procès-verbal de la séance du 06 avril 2024.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés **ADOpte** le procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal du 09 avril 2024.

### 2 – MOTION A L'INITIATIVE DE L'ASSOCIATION DES PETITES VILLES DE FRANCE RELATIVE AUX MESURES D'ECONOMIES ANNONCEES PAR L'ETAT SUSCEPTIBLES D'AFECTER LES FINANCES LOCALES - DCM n° 20240611-2

**M. Daniel BUCHWALDER** présente ce point.

Monsieur le Maire expose,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29

**Considérant** qu'à la suite de la publication des chiffres du déficit public pour l'année 2023 et de la gravité de la situation des finances et de la dette publique, le gouvernement a décidé un certain nombre de mesures d'économie et d'imposer aux collectivités de réduire les dépenses de fonctionnement de 0,5 % en volume en dessous du niveau de l'inflation.

**Considérant** que les efforts demandés aux collectivités représenteraient une ponction de 15 milliards d'euros sur 5 années, alors même que les collectivités territoriales ont de plus en plus de mal à faire fonctionner les services publics locaux et sont appelées à prendre de plus en plus le relais de l'État

dans le domaine de la santé, de la sécurité et très bientôt de la petite enfance avec la mise en place d'un service public à l'échelle du bloc communal.

**Considérant** que les collectivités, soumises à « la règle d'or » réalisent 70% de l'investissement public et près de 20 % des dépenses publiques, alors qu'elles représentent moins de 9 % du total de la dette publique, elles ne sont par conséquent nullement responsables de la dégradation des comptes publics

**Considérant** que l'autonomie financière et fiscale des collectivités territoriales est remise en cause depuis une vingtaine d'années par la suppression de leurs leviers fiscaux et une recentralisation rampante de l'Etat.

**Le Conseil municipal rappelle** que les collectivités n'ont jamais été à l'origine des diverses mesures de suppression d'impôts locaux de ces 20 dernières années qui ont porté atteinte à l'autonomie fiscale des collectivités tout en coûtant de plus en plus cher à l'Etat.

**Le Conseil municipal rappelle** que les Maires ont été présents au moment de la crise sanitaire, palliant les carences de l'Etat et qu'ils ont subi récemment la flambée des prix de l'énergie ainsi que diverses mesures normatives prises unilatéralement par l'Etat et qui ont un coût considérable pour les budgets locaux.

**Le Conseil municipal rappelle** qu'à l'heure où interviennent ces coupes budgétaires, les conseils municipaux sont engagés en deuxième partie de mandat dans la mise en œuvre de leurs programmes municipaux, notamment avec des investissements dans le cadre de la transition écologique.

**Le Conseil municipal demande** au gouvernement de ne pas remettre en cause la capacité d'agir des collectivités, et de leur permettre de mener à bien les projets issus des engagements pris lors de la campagne municipale.

**Le Conseil municipal demande** enfin au gouvernement de garantir l'autonomie financière et fiscale des collectivités et d'instaurer transparence, lisibilité et prévisibilité dans les relations financières entre l'Etat et les collectivités, rappelant que l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution stipule que « l'organisation de la République est décentralisée ».

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré,  
**A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés **ADOpte** la motion présentée ci-dessus.

### **3 – APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2023 - DCM n° 20240611-3**

**M. Daniel BUCHWALDER** présente ce point.

Monsieur le Maire expose que le compte de gestion 2023 de la commune de Seloncourt, élaboré par Monsieur Nicolas D'AUZAC, chef du Service de Gestion Comptable du Pays de Montbéliard, a été examiné par les membres du Conseil Municipal.

La Commission Finances, réunie le 30 mai 2024, a émis un avis favorable.

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées le conseil municipal, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents et représentés, **APPROUVE** le compte de gestion 2023. Ce dernier, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

### **4 – APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 - DCM n° 20240611-4**

**Arrivée de Madame Maryline CHALOT.**

**M. Daniel BUCHWALDER** présente ce point.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L.1612-12 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales fixe notamment l'arrêté des comptes de la collectivité par le vote du Conseil Municipal sur le compte administratif au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice.

La Commission Finances, réunie le 30 mai 2024 a émis un avis favorable.

Monsieur le Maire rappelle qu'il ne peut pas participer au vote mais qu'il peut présenter le CA et assister aux débats.

Conformément à l'article L.2121-14 du CGCT, Mme Françoise PAICHEUR est élue présidente de séance pour le vote du Compte Administratif. Elle sera remplacée dans ses fonctions de secrétaire par Monsieur Jean-Marc ROBERT pour le vote de ce point.

Monsieur le Maire effectue la présentation du compte administratif 2023.

CA 2023	Fonctionnement	Ecart CA/BS		en valeur absolue	
Dépenses					
<b>Achats</b>					
Fluides	Eau, gaz, électricité , combustibles			-77 727	
Fournitures entretien, petit équipement				-25 028	
Achat prestations de service				58 859	Transfert 611
Vêtements de travail				-4 186	
Autres achats				-10 984	
		676 157	617 091	-59 066	0
<b>Charges externes</b>					
<u>Prestations de services</u>					
Repas restauration scolaire			-48 270		Transfert 6042
GED			3 755		Feux tricolores non budgétés
Culture Jeunesse			-6 781		Mini camps
Crèche repas			-8 008		Transfert 6042
Autres prestations services			-1 496	-60 800	
<u>Entretien</u>					
Terrains			3 097		
Bâtiments			-3 098		
Voirie			-73 786		Baisse prix marchés + place 8 mai décalée
Bois forêts			-7 792		
Matériel roulant			-10 083		
Entretien autres biens mobiliers			-3 703	-95 345	
Locations diverses			-5 494		Culture instruments
Formation			3 314		Piscine, transports, surveillance
Culture Jeunesse			-1 687		
Télécommunications			-4 651		
Autres charges externes :			8 136	-382	Assurances Honoraires annonces insertions
		974 108	817 581	-155 527	0
<b>Impôts et taxes</b>					
		16 100	16 137	37	0
<b>Salaires et charges</b>					
Personnel extérieur				-5 000	
Personnel titulaires				-5 073	
Non titulaires				-26 118	Remplacements
Charges sociales	Ecart sur salaires		-13 721		
	Ecart de taux		-11 079		BS = 43,99 CA = 43,51
				-24 800	
CA 2022	3 272 259	3 316 202	3 255 211	-60 991	0 CA 2023 / CA 2022 -0,52%
<b>Autres charges de gestion</b>					
Droit d'utilisation informatique				1 278	Dématérialisation marchés publics
Indemnités élus	Formation, missions			-1 819	
Créances irrécouvrables				-5 000	
Organismes de regroupement				3 449	Etat civil Trévenans
Subventions associations				-2 825	
Autres subventions				-1 750	
Autres				-1 116	Gymnase hautes vignes
		454 036	448 253	-7 783	0
<b>Charges financières</b>					
Intérêts				-8 636	Emprunt souscrit en cours d'année
ICNE					
Autres				-1 000	
		42 196	32 560	-9 636	0
<b>Charges Exceptionnelles</b>					
Bourses et prix				-4 624	Ravalement de façades
Autres				2 193	
		22 100	19 669	-2 431	0
<b>Dotations amortissements et prov.</b>					
		199 481	198 080	-1 401	
<b>Total dépenses</b>					
Cessions		5 700 380	5 402 582	-297 798	0
		5 800			
		5 694 580	5 402 582		

<b>Ventes travaux</b>						
	Coupes de bois, affouage			-1 476		
	Redevances funéraires			-3 128		
	Redevance occupation domaine public			-3 102	<b>Fibre</b>	
	Recettes / services			26 595		
	Autres ventes et PS			-1 696		
		381 473	398 666		17 193	0
<b>Travaux en régie</b>		59 685	51 755		-7 930	0 V.tableau joint
<b>Impôts</b>						
	Impôts directs			13 624		
	Compensation TH			27 597		
	AC PMA			0		
	FNGIR			0		
	Droits de mutation			-65 601		
	Autres IT			23 021	<b>Taxe / électricité</b>	
		4 490 478	4 489 119		-1 359	0
<b>Péréquations</b>						
	FDTP			1 019		
	Compensation FB			3 528		
	Recensement					
		276 541	281 088		4 547	0
<b>Dotations</b>						
	DGF			2 246		
	DSR			0		
	FC TVA Fonctionnement			-10 283		
		217 627	209 590		-8 037	0
<b>Subventions</b>						
	Dotation filet inflation			3 661		
	Elections			0		
	CTG, PSO, crèche			13 841		
	RAM			-4 320		
	Autres			110		
		453 132	466 424		13 292	0
<b>Autres produits</b>						
	Loyers	86 700	77 056		-9 644	0 Salles
<b>Produits financiers</b>		35	34	-1	-1	0
<b>Recettes exceptionnelles</b>						
	Pénalités sur marchés			-5 000		
	Indemnité d'assurance			-29 168		
	Autres			80		
		243 160	209 072		-34 088	0
<b>Recettes sur salaires</b>						
	Maladie maternité			-3 431		
	Autres			1 299		
		41 926	39 794		-2 132	0
<b>Total recettes</b>		6 250 757	6 222 598		-28 159	0
<b>Cessions</b>		6 250 757	6 222 598			
<b>Variation excédent de fonctionnement</b>		550 377	820 016		269 639	0

## FONCTIONNEMENT

	Réalisé	Budget	Ecart	CA 2023	CA 2023/CA 2022
<b>Dépenses</b>					
60 Achats	617 091	676 157	-59 066	641 033	-23 942
61/62 Charges externes	817 581	974 108	-156 527	658 047	159 534
63 Impôts taxes	16 137	16 100	37	14 117	2 020
	<b>1 450 809</b>	<b>1 666 365</b>	<b>-215 556</b>	<b>1 313 197</b>	<b>137 612</b>
<b>Frais de personnel</b>					
63 Impôts / rémunérations	93 888	97 612	-3 724	94 484	-596
621 Personnel extérieur	0	5 000	-5 000	6 005	-6 005
641 Personnel titulaire	2 023 516	2 028 593	-5 075	2 022 218	1 300
Personnel non titulaire	244 823	270 939	-26 116	261 072	-16 249
645-648 Charges	892 982	914 058	-21 076	888 480	4 502
	<b>3 255 211</b>	<b>3 316 202</b>	<b>-60 991</b>	<b>3 272 259</b>	<b>-17 048</b>
<b>Autres</b>					
65 Autres charges gestion	446 254	454 036	-7 782	458 717	-12 463
66 Frais financiers	32 560	42 196	-9 636	22 282	10 278
67 Charges exceptionnelles	13 869	16 300	-2 431	17 876	-4 007
Cessions	5 800	5 800	0	35 086	-29 286
68 Dotations	198 060	199 481	-1 401	199 432	-1 352
	<b>696 563</b>	<b>717 813</b>	<b>-21 250</b>	<b>733 393</b>	<b>-36 830</b>
<b>Total dépenses</b>	<b>5 402 583</b>	<b>5 700 380</b>	<b>-297 797</b>	<b>5 318 849</b>	<b>83 734</b>
<b>Recettes</b>					
70 Ventes	398 666	381 473	17 193	329 980	68 686
72 Production <i>Régie</i>	51 755	59 685	-7 930	71 139	-19 384
	<b>450 421</b>	<b>441 158</b>	<b>9 263</b>	<b>401 119</b>	<b>49 302</b>
73 Impôts et Taxes <i>Directs</i>	2 269 556	2 255 932	13 624	2 088 777	180 779
AC DSC PMA	1 787 940	1 787 940	0	1 787 940	0
FNGIR	143 105	143 105	0	143 105	0
Compensation TH	27 597		27 597	28 929	-1 332
DSC PMA	12 301	12 301	0	11 786	515
Droits de mutation	124 399	190 000	-65 601	180 030	-65 631
Autres impôts et taxes	124 221	101 200	23 021	73 044	51 177
	<b>4 489 119</b>	<b>4 490 478</b>	<b>-1 359</b>	<b>4 323 611</b>	<b>165 508</b>
74 Péréquations	281 088	276 541	4 547	231 752	49 336
Dotations	209 590	217 627	-8 037	201 269	8 321
Subventions	466 424	453 132	13 292	230 093	236 331
	<b>957 102</b>	<b>947 300</b>	<b>9 802</b>	<b>663 114</b>	<b>293 988</b>
75 Autres produits gestion	77 056	86 700	-9 644	72 598	4 458
76 Produits financiers	34	35	-1	17	17
77 Produits exceptionnels	203 272	237 360	-34 088	69 526	133 746
Cessions	5 800	5 800	0	35 086	-29 286
	<b>286 162</b>	<b>329 895</b>	<b>-43 733</b>	<b>177 227</b>	<b>108 935</b>
64 Atténuations de charges	39 794	41 926	-2 132	50 870	-11 076
	<b>6 222 598</b>	<b>6 250 757</b>	<b>-28 159</b>	<b>5 615 941</b>	<b>606 657</b>
<b>Excédent</b>	<b>820 015</b>	<b>550 377</b>	<b>269 638</b>	<b>297 092</b>	<b>522 923</b>



## COMPTE ADMINISTRATIF 2023 SYNTHESE

## INVESTISSEMENT

	Budget	Réalisé	RAR	Total	Solde
<b>Dépenses</b>					
<b>Immobilisations</b>					
Bâtiments	1 296 911	373 988	737 393	1 111 381	185 530
Voirie	492 865	448 068	39 071	487 137	5 728
Matériel et véhicules	329 667	312 623	2 859	315 482	14 185
Culture	6 877	5 807		5 807	1 070
Sports - Vie associative	11 996	8 496	3 500	11 996	0
Jeunesse	21 000	20 218		20 218	782
Urbanisme	48 300	3 378	42 495	45 873	2 427
Environnement	100 042	44 922	12 207	57 129	42 913
	<b>2 307 658</b>	<b>1 217 498</b>	<b>837 525</b>	<b>2 055 023</b>	<b>252 635</b>
<b>Autres</b>					
Taxe d'aménagement	15 123	15 123		15 123	0
Dette en capital	213 344	193 343		193 343	20 001
Licence IV	8 000		7 000	7 000	1 000
	<b>236 467</b>	<b>208 466</b>	<b>7 000</b>	<b>215 466</b>	<b>21 001</b>
	<b>2 544 125</b>	<b>1 425 964</b>	<b>844 525</b>	<b>2 270 489</b>	<b>273 636</b>
<b>Recettes</b>					
FC TVA	220 807	220 807		220 807	0
Taxe d'aménagement	70 000	72 987		72 987	2 987
Amortissements et provisions	198 081	198 081		198 081	0
Cessions		5 800		5 800	5 800
<b>Emprunt</b>	739 180	600 000		600 000	-139 180
Remboursements avances sur invest.	25 000			0	-25 000
	<b>1 253 068</b>	<b>1 097 675</b>	<b>0</b>	<b>1 097 675</b>	<b>-155 393</b>
Subventions	776 664	469 561	306 567	776 128	-536
	<b>2 029 732</b>	<b>1 567 236</b>	<b>306 567</b>	<b>1 873 803</b>	<b>-155 929</b>
<b>Solde investissement</b>	<b>-514 393</b>	<b>141 272</b>	<b>-537 958</b>	<b>-396 686</b>	<b>117 707</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
Excédent 2023	550 377	820 015		820 015	269 638
Report	-35 984	-35 984		-35 984	0
				0	0
<b>Excédent de gestion</b>	<b>0</b>	<b>925 303</b>	<b>-537 958</b>	<b>387 345</b>	<b>387 345</b>
		<b>387 345</b>			



**Evolutions fonctionnement CA 2023 / CA 2022**

	CA 2022	CA 2023	Evolution	
<b>Dépenses</b>				
<b>Achats</b>				
Fluides	394 696	331 273	-63 423	
Frais Petit équipement Vêt. travail	176 787	165 295	-11 492	
Autres Frais	69 550	120 524	50 974	
	<b>641 033</b>	<b>617 092</b>	<b>-23 941</b>	
<b>Charges externes</b>				
Prestations de services	128 512	79 050	-49 462	
Entretien	261 605	472 891	211 286 (*)	
Autres	267 930	265 641	-2 289	
	<b>658 047</b>	<b>817 581</b>	<b>159 534</b>	
<b>Impôts Taxes</b>	<b>14 117</b>	<b>16 137</b>	<b>2 020</b>	
<b>Salaires</b>				
Personnel extérieur	6 005	0	-6 005	
Titulaires	2 022 218	2 023 520	1 302	
Non titulaires	261 072	244 823	-16 249	
IT sur salaires	94 484	93 888	-596	
Charges sociales	888 480	892 982	4 502	
		-2	-2	
	<b>3 272 259</b>	<b>3 255 211</b>	<b>-17 048</b>	-17 048
<b>Autres charges de gest.courante</b>	<b>458 717</b>	<b>446 254</b>	<b>-12 463</b>	Créances SIVU Effet COVID
Frais financiers	22 282	32 560	10 278	
Charges exceptionnelles.	52 962	19 669	-33 293	Cessions
Dotations	199 432	198 080	-1 352	
FPIC			0	
	<b>5 318 849</b>	<b>5 402 584</b>	<b>83 735</b>	
<b>Recettes</b>				
<b>Ventes et P de S</b>	<b>329 980</b>	<b>398 666</b>	<b>68 686</b>	Animation effet COVID
<b>Régie</b>	<b>71 139</b>	<b>51 755</b>	<b>-19 384</b>	
<b>Impôts et taxes</b>			<b>0</b>	
Impôts directs	2 088 777	2 269 556	180 779	
Compensation TH	28 929	27 597	-1 332	
FNGIR	143 105	143 105	0	
AC PMA	1 787 940	1 787 940	0	
DSC PMA	11 786	12 301	515	
Droits de mutation	190 030	124 399	-65 631	
Autres IT	73 044	124 221	51 177	Taxe/Elec
			0	
	<b>4 323 611</b>	<b>4 489 119</b>	<b>165 508</b>	
<b>Pérquations</b>				
FDTP	8 916	9 019	103	
Compensation FB	222 838	272 069	49 231	
Exonération TH			0	
	<b>231 754</b>	<b>281 088</b>	<b>49 334</b>	
<b>Dotations</b>				
DGF	125 342	127 618	2 276	
DSR	61 659	72 255	10 596	
FCTVA	14 268	9 717	-4 551	
	<b>201 269</b>	<b>209 590</b>	<b>8 321</b>	
<b>Subventions</b>				
Filet infaltion		179 473	179 473	
CTG	45 739	61 019	15 280	
PSO Crèche	188 674	225 822	37 148	
RAM	-4 320	0	4 320	
Autres subventions		110	110	
	<b>230 093</b>	<b>466 424</b>	<b>236 331</b>	
<b>Autres produits</b>	<b>72 598</b>	<b>77 056</b>	<b>4 458</b>	Loyers
<b>Produits financiers</b>	<b>17</b>	<b>34</b>	<b>17</b>	
<b>Produits exceptionnels</b>				
Cessions	35 086	5 800	-29 286	
Indemnités d'assurance	66 917	203 192	136 275	
Autres	2 609	80	-2 529	
	<b>104 612</b>	<b>209 072</b>	<b>104 460</b>	
<b>Atténuations de charges</b>	<b>50 870</b>	<b>39 794</b>	<b>-11 076</b>	Dont 12 000 apprentis
	<b>5 615 943</b>	<b>6 222 598</b>	<b>606 655</b>	
<b>Excédent</b>	<b>297 094</b>	<b>820 014</b>	<b>522 920</b>	

**M. TISSERAND** donne lecture de la déclaration suivante : « La présentation du compte administratif permet, non seulement de vérifier que les prévisions budgétaires de l'année concernée sont bien respectées, mais également, de détecter les dérives sur les budgets ciblés d'une année sur l'autre.

*Nous constatons, alors qu'au début de mes interventions vous vous défendiez de faire de telles comparaisons, que vous commencez à initier cette démarche. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.*

*Par contre, nous regrettons que cette présentation ne se base que sur un document de travail, certes utile, mais illisible et incompréhensible par l'assemblée.*

*Cette présentation, qui ne relate que des éléments comptables, perd de son sens, surtout que maintenant, pour respecter la loi, elle intervient après le vote de son approbation par le comptable public.*

*La présentation du compte administratif n'a pas qu'un caractère purement comptable, c'est un moment charnière qui doit aussi permettre de constater l'efficacité des mesures prises pour la réalisation du budget et détecter toutes les dérives, en étudier les causes pour préparer le budget primitif.*

*Je ne doute pas que vous le fassiez, mais, lors de la commission finances, je vous ai fait remarquer le cas de la dépense d'eau. Elle est passée de 18 500€ en 2022 à 11 244€ au CA 2023. C'est tout de même plus de 4 500€, soit plus de 1000 m3 d'économie d'eau réalisée.*

*À qui et à quoi imputer cette économie ? C'est très intéressant de le savoir.*

*S'il s'agit d'une initiative des services, il faut le dire, récompenser et encourager pour faire perdurer la démarche.*

*S'il s'agit d'une obligation conjoncturelle, il faut identifier ses causes, ses conséquences et les modifications dans les habitudes qui ont produit cette économie et faire en sorte de la rendre pérenne.*

*Quant à l'électricité, il est inscrit une réduction de 41 000€ par rapport au prévisionnel mais il s'agit en fait d'une augmentation de 97 000€ entre le CA 2022, chiffré à 114 000€ et 212 000€ pour le CA 2023. Ces chiffres sont réels mais, si on y regarde de plus près, ne veulent rien dire. Cette économie de 41 000€ est basée sur une surestimation par prudence au BP 2023 qui heureusement n'a pas été entièrement consommée. Quant à l'économie, on ne sait pas si elle est due à la tarification de l'énergie ou au changement de nos modes de consommation.*

*C'est dommage que cette analyse ne fasse pas partie de la présentation du CA.*

*À ce propos, connaît-on maintenant la consommation annuelle des chambres froides de la salle polyvalente ?*

*Il en est de même pour la consommation de gaz. Pour ce poste, vous aviez anticipé une baisse des tarifs, mais qu'en est-il de la consommation réalisée lors de cet exercice ?*

*L'étude de ce compte administratif est l'occasion de mettre en valeur les idées et les actions déployées par les services pour limiter les dépenses, car je suppose qu'ils ont cela dans leurs objectifs personnels.*

*Il en est de même pour les travaux en régie. Chaque réalisation et chaque valorisation met en valeur les professionnels qui les exécutent.*

*L'exactitude des chiffres présentés dans ce compte administratif est de votre responsabilité et est sous le contrôle du Service de Gestion comptable du Pays de Montbéliard.*

*Nous ne pouvons les contester et nous les approuverons. ».*

**M. BUCHWALDER** demande s'il y a d'autres remarques, il n'y en a pas.

Concernant la différence de consommation d'eau entre 2022 et 2023, il explique, comme il l'a fait lors de la commission des Finances, qu'en 2023 la ville était en restriction d'eau en raison de la sécheresse, d'où la différence de consommation. Pour ce qui est de l'électricité et le gaz, les services ont transmis à M. TISSERAND les explications qu'il a demandées lors de cette commission.

**M. TISSERAND** trouve qu'il serait bien de mettre en valeur, dans la présentation du CA, les efforts réalisés pour arriver à clôturer le budget plutôt que de faire une simple présentation de chiffres. Ce serait l'occasion de mettre en valeur le personnel.

**M. BUCWHALDER** lui répond que l'objectif du CA n'est pas de mettre en valeur le travail des agents mais de rendre compte de l'exécution du budget qui a été voté.

En l'absence d'autre question, Monsieur le Maire cède la présidence à Madame Françoise PAICHEUR et se retire pour le vote. Monsieur Jean-Marc ROBERT, prend les fonctions de secrétaire de séance.

Madame la Présidente met le CA 2023 au vote.

Le Conseil Municipal, **hors la présence de Monsieur Daniel BUCHWALDER, Maire, A L'UNANIMITÉ** des voix présentes et représentées, 28 voix Pour (dont 7 procurations Nicolas PIERGUIDI à Christine GUEY, Jean-Claude PERROT à Jean-Marc ROBERT, Jean-Luc MIESKE à Patrick LIEGEART, Sophie MOREL à Françoise PAICHEUR, Léa LEMOINE à Catherine JACQUOT, Eric LANUSSE-CAZALE à Lysiane MABIRE, Michel BARBÉ à Jean FORESTI), **ARRÊTE** le compte administratif 2023.

Monsieur le Maire, après avoir pris connaissance des votes, reprend la présidence de la séance.

Il félicite les chefs de services présents pour leur travail non seulement dans l'élaboration des chiffres mais surtout pour le suivi au jour le jour.

#### **5 – AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2023 - DCM n° 20240611-5**

**M. Daniel BUCHWALDER** présente ce point.

Monsieur le Maire expose que l'instruction comptable M57 prévoit que l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2023 soit votée par le Conseil Municipal.

<b><u>Affectation résultat 2023</u></b>		
Excédent de gestion au 31/12/2022		- 35 983.35 €
Restes à réaliser 2022		192 354.00 €
Affectation du résultat 2022 report à nouveau		156 370.65 €
Excédent de fonctionnement 2023		820 012.48 €
-----		
Excédent de fonctionnement 2023 à affecter		976 383.13 €
-----		
<b><u>Affectation à l'investissement</u></b>		
Apurement au déficit réel 2023	141 271.41 €	
Reprise des restes à réaliser 2022 (compte 001)	- 192 354.00 €	- 51 082.59 €
<b><u>Restes à réaliser 2023</u></b>		
Recettes	306 567.00 €	
Dépenses	- 844 525.00 €	-537 958.00€
Solde report à nouveau fonctionnement (compte 002)		387 342.54 €
Affectation obligatoire à l'apurement du déficit d'investissement et du déficit des restes à réaliser (compte 1068)		589 040.59 €

La Commission Finances, réunie le 30 mai 2024, a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés, **VOTE** l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2023 au report à nouveau.

#### **6 – ETAT DES OPERATIONS IMMOBILIERES REALISEES EN 2023 - DCM n° 20240611-6**

**M. Daniel BUCHWALDER et M. Mathieu GAGLIARDI** présentent ce point.

Monsieur le Maire expose, conformément à l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la gestion des biens communaux, que les assemblées délibérantes doivent débattre au moins une fois par an sur le bilan de la politique foncière, après vote du compte administratif.

**Monsieur le Maire** précise qu'en principe il y a deux états, celui des opérations immobilières réalisées et celui des opérations budgétairement réalisées en N-1, cette année il n'y en a pas.

Il laisse la parole à M. GAGLIARDI pour la présentation de ce point.

Désignation du bien (terrains immeubles bâtis - droits réels)	Localisation	Références cadastrales	Surfaces	Identité du cédant	Identité du cessionnaire	Conditions de la cession	Montant
Vente d'un terrain communal DCM20230613-20	Rue de Paupin	AO 491	0a 32ca	Commune de SELONCOURT	M.Sylvain SCHWARTZWALDER	sur proposition de la commune	192 €
Vente d'un terrain communal DCM20230613-21	Rue de Paupin	AO 490	0a 85ca	Commune de SELONCOURT	M. Bruno PONZI	sur proposition de la commune	510 €
Vente de terrains communaux DCM20230613-22	Rue de Paupin	AO 492 AO 493	0a 27ca 0a 27ca	Commune de SELONCOURT	M. Mounir ZEBBICHE	sur proposition de la commune	324 €
Vente de terrains communaux DCM20230926-11	Rue René-Jacques Lovy	AN 425 AN 427	0a 75ca 1a 49ca	Commune de SELONCOURT	Mme Claude SZENTENDREI	sur proposition de la commune	1 344 €
Désignation du bien (terrains immeubles bâtis - droits réels)	Localisation	Références cadastrales	Surfaces	Identité du cédant	Identité du cessionnaire	Conditions de la cession	Montant
Vente d'un terrain communal DCM20230926-10	Rue René-Jacques Lovy	AN 430	2a 81ca	Commune de SELONCOURT	Mme Sophie ZAJAC M. Pierre DIERAS	sur proposition de la commune	1 686 €
Vente d'un terrain communal DCM20231212-16	"Les Jardins du Soleil" rue Quelet	AI 235	23ca	Commune de SELONCOURT	M. Egidio MUNNIER	sur demande de l'intéressé	138 €
Acquisition de parcelles boisées DCM20230613-19	Canton Benet Canton Benet Canton Benet Canton Benet Canton Benet Canton Benet Canton Benet Canton Benet Canton Benet Canton Benet Canton Benet Canton Benet Canton Benet Combe Girardin Les Prelottes Les Prelottes Coteau Visa Vignes de Magie Canton Benet Canton Benet Canton Benet	C 4 C 7 C 9 C 10 C 11 C 14 C 22 C 23 C 30 C 32 C 33 C 37 C 80 C 86 C 90 C 113 C 181 C 194 C 195 C 196	1 110 m <sup>2</sup> 380 m <sup>2</sup> 2 360 m <sup>2</sup> 4 216 m <sup>2</sup> 1 060 m <sup>2</sup> 810 m <sup>2</sup> 2 143 m <sup>2</sup> 5 940 m <sup>2</sup> 470 m <sup>2</sup> 4 390 m <sup>2</sup> 2 340 m <sup>2</sup> 1 030 m <sup>2</sup> 4 320 m <sup>2</sup> 1 520 m <sup>2</sup> 2 000 m <sup>2</sup> 4 900 m <sup>2</sup> 130 m <sup>2</sup> 5 107 m <sup>2</sup> 6 800 m <sup>2</sup> 7 280 m <sup>2</sup>	Consorts GROSCLAUDE 11 rue de la Pâle à Seloncourt	Commune de SELONCOURT	Intégration dans le domaine privé communal	33 234 €

La Commission Finances, réunie le 30 mai 2024, a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés, **APPROUVE** le bilan des opérations immobilières réalisées par la Commune de Seloncourt en 2023.

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération du 13 juin 2023 fixant les taux horaires des agents communaux employés en régie ainsi que les taux horaires des engins utilisés.

Les tarifs proposés sont modifiés, chaque année, en application des index BT01 du mois de janvier.

**Taux horaires des agents communaux pour 2024**

INDEX BT01	
JANVIER 2024	130.8
JANVIER 2023	128.4
Coefficient	1.01869
Coefficient arrondi à	<b>1.02</b>

Désignation	Taux horaires 2023 en €	Taux horaires 2024 en €	
	Montant	Montant	Montant (arrondi à la demi-unité monétaire la plus proche)
Agents toutes catégories	<b>30.50</b>	31.11	<b>31.00</b>
Compresseur/cylindre/groupe électrogène	<b>9.00</b>	9.18	<b>9.00</b>
Gros matériel/espaces verts (ramasseuse, tracteur, tondeuses autoportées)	<b>17.00</b>	17.34	<b>17.50</b>
Véhicules légers	<b>30.50</b>	31.11	<b>31.00</b>
Tracto-pelle/poids lourds	<b>63.00</b>	64.26	<b>64.50</b>

La Commission Finances, réunie le 30 mai 2024, a émis un avis favorable.

Les crédits nécessaires sont prévus au budget.

Le Conseil Municipal, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** les tarifs proposés ;
- **PRECISE** que les tarifs seront révisés au début de chaque année, en fonction de l'indice BT01 du moment, le prix horaire sera arrondi à la demi-unité monétaire la plus proche ;
- **FIXE** au 1<sup>er</sup> janvier 2024 la date d'application du barème ci-dessus ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son Représentant à signer tous documents à intervenir.

## **8 – INDEMNITÉ DE GARDIENNAGE DE L'ÉGLISE COMMUNALE POUR L'ANNEE 2024- DCM n° 20240611-8**

**M. Daniel BUCHWALDER** présente ce point.

Monsieur le Maire rappelle que les circulaires ministérielles du 8 janvier 1987 et du 29 juillet 2011 ont précisé que le montant maximum de l'indemnité allouée aux préposés chargés du gardiennage des églises communales pouvait faire l'objet d'une revalorisation annuelle au même taux que les indemnités exprimées en valeur absolue allouées aux agents publics et revalorisées suivant la même périodicité.

Le point de l'indice des fonctionnaires ayant été revalorisé de 1,5 % en janvier 2024, l'application de la règle de calcul conduit à une revalorisation équivalente des indemnités de gardiennage en 2024, ce qui porte le plafond indemnitaire applicable pour cette année à 503,42 € pour un gardien résidant dans la commune où se trouve l'édifice du culte.

Il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer au gardien de l'église communale, Monsieur l'Abbé Séraphin TCHICAYA LOEMBA, domicilié à Seloncourt, l'indemnité de 503,42€, dès lors qu'il en formulera la demande.

L'indemnité sera versée à la Paroisse Catholique Saint-Eloi.

La Commission Finances, réunie le 30 mai 2024, a émis un avis favorable.

Les crédits nécessaires sont prévus au budget primitif 2024.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **AUTORISE** le versement de l'indemnité de gardiennage des églises communales à Monsieur l'Abbé Séraphin TCHICAYA LOEMBA – Paroisse Catholique Saint-Eloi – à hauteur de **503,42 €** pour l'année 2024 ;
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer tout document à intervenir.

## **9 – INDEMNISATION DE FRAIS – FORMATION INFORMATIQUE - DCM n° 20240611-9**

**M. Daniel BUCHWALDER** présente ce point.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération prise le 20 mars 2003 autorisant des actions de formation informatique réalisées bénévolement par Madame Claudine SLUPINSKI, dans le cadre des Espaces Publics Numériques.

Madame Claudine SLUPINSKI assurera une nouvelle session de formation de septembre 2024 à juin 2025 à raison de 6 heures hebdomadaires hors vacances scolaires.

Monsieur le Maire propose d'indemniser Madame Claudine SLUPINSKI pour les frais occasionnés par ce travail bénévole en lui versant une somme forfaitaire de **370** euros.

La Commission Finances, réunie le 30 mai 2024, a émis un avis favorable.

Les crédits nécessaires sont prévus au budget primitif 2024.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** le versement d'une indemnisation de 370 euros à Madame Claudine SLUPINSKI pour les frais occasionnés ;
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer tout document à intervenir.

## **10 – MODIFICATION DES TARIFS COMMUNAUX - DCM n° 20240611-10**

**M. Daniel BUCHWALDER et Mme Laurence DI VANNI** présentent ce point.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération du 12 décembre 2024 relative à l'actualisation des tarifs 2024 des services communaux.

Il expose au Conseil Municipal qu'il convient d'actualiser les tarifs des secteurs de la Jeunesse / Petite-Enfance, de l'Animation et du cimetière, en raison de l'évolution de la réglementation.

Les sommes sont encaissées par les régies de recettes respectives ou directement sur le budget communal.

Les tarifs sont établis et actualisés comme indiqués dans le tableau qui a été joint au projet de délibération et consultable en mairie.

La Commission Finances, réunie le 30 mai 2024, a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** les présentes dispositions tarifaires à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2024 ;
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer tout document à intervenir.

**Les tarifs sont consultables en mairie.**

**11 – RENOUELEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE FONCTIONNEMENT ET LE FINANCEMENT DU CENTRE MEDICO-SCOLAIRE UNIQUE DU PAYS DE MONTBELIARD - DCM n° 20240611-11**

**Mme Laurence DI VANNI** présente ce point.

Madame DI VANNI rappelle que les centres médico-scolaires (CMS) organisent les visites médicales des élèves d'une zone géographique donnée, regroupant ainsi plusieurs établissements du premier et second degré publics.

Les équipes sont composées de médecins scolaires et de secrétaires placés sous la responsabilité du médecin responsable départemental, conseiller technique auprès du Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale (DASEN) et d'infirmières scolaires dont les missions sont encadrées par l'infirmière responsable départementale, conseillère technique auprès du DASEN.

Leur vocation est de permettre aux enfants présentant un problème de santé, un handicap ou des difficultés d'adaptation scolaire de vivre au mieux leur scolarité.

En vertu d'une ordonnance d'octobre 1945, le fonctionnement matériel (locaux, mobilier, équipement informatique...) des CMS est à la charge des communes de plus de 5 000 habitants.

A la demande de l'Inspection académique et de la sous-préfecture, un Centre Médico-Scolaire Unique (désigné par le sigle CMSU) a été créé début 2012 pour intervenir dans tous les établissements scolaires du Pays de Montbéliard.

Sept communes se sont associées à Montbéliard, dans le cadre d'une convention, pour prendre en charge cette structure. Le CMSU est implanté 2 rue Jean Mermoz à Montbéliard.

Son fonctionnement et le calcul de la participation financière annuelle de chaque commune s'effectuent selon les modalités définies dans la convention de partenariat.

Cette dernière étant arrivée à échéance il convient de la renouveler.

La Commission Finances, réunie le 30 mai 2024, a émis un avis favorable

Les crédits nécessaires sont prévus au BP 2024.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** les termes de la nouvelle convention,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à la signer.

**12 – CREATION D'UN POSTE D'AUXILIAIRE DE PUERICULTURE DE CLASSE NORMALE A TEMPS COMPLET A LA CRECHE DE SELONCOURT – ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION DCM20211026-5 EN DATE DU 26/10/2021 - DCM n° 20240611-12**

**M. Daniel BUCHWALDER** présente ce point.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément à l'article L 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Afin de pérenniser l'encadrement des enfants, Monsieur le maire propose la création d'un poste d'auxiliaire de puériculture de classe normal à temps complet.



Si l'emploi ne peut être pourvu par un fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un agent contractuel en raison des difficultés de recrutement d'auxiliaires de puériculture titulaires du concours de la fonction publique territoriale.

**Monsieur le maire** explique que la précédente délibération est annulée car il n'avait pas été précisé que le poste pouvait être occupé par un ou une contractuel(le).

La Commission Personnel, réunie le 30 mai 2024, a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** la création d'un poste d'auxiliaire de puériculture de classe normale, à temps complet au service de la crèche multi accueil.
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer tout document à intervenir.

**13 – REGLEMENT GENERAL DE LA PROTECTION DES DONNEES – CONVENTION AVEC L'ADAT POUR LA MISE A DISPOSITION D'UN DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES - DCM n° 20240611-13**

**M. Daniel BUCHWALDER** présente ce point.

Monsieur le Maire expose,

**Vu** le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) (UE 2016/679) du 27 avril 2016, donnant obligation aux collectivités de nommer un Délégué à la Protection des Données, et de respecter ledit règlement,

**Vu** les statuts de l'ADAT, tels qu'adoptés lors de l'Assemblée générale constitutive du 12 octobre 2016 et modifiés le 9 décembre 2017,

**Vu** la délibération du conseil d'administration de l'ADAT en date du 13 mars 2018 portant sur la mise en place d'une prestation de Délégué à la Protection des Données par l'ADAT, destinée à ses collectivités adhérentes, au titre de ses missions optionnelles,

**Vu** la délibération du conseil d'administration de l'ADAT en date du 12 mars 2024 portant sur les nouvelles modalités de la prestation de Délégué à la Protection des données par l'ADAT ;

Monsieur le Maire fait part aux membres du conseil de la proposition de l'ADAT de fournir une prestation de Délégué à la Protection des Données, destinée à ses collectivités adhérentes, au titre de ses missions optionnelles.

Cette prestation permettra à la collectivité de nommer l'ADAT en tant que personne morale pour être Délégué à la Protection des Données et de se mettre en conformité avec le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Pour rappel, les missions du Délégué à la Protection des Données consistent à :

- Informer et conseiller le responsable du traitement ou le sous-traitant ainsi que les employés qui procèdent au traitement sur les obligations qui leur incombent en matière de protection des données ;
- Contrôler le respect du règlement, d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit français en matière de protection des données et des règles internes du responsable du traitement ou du sous-traitant en matière de protection des données à caractère personnel, y compris en ce qui concerne la répartition des responsabilités, la sensibilisation et la formation du personnel participant aux opérations de traitement, et les audits s'y rapportant ;
- Dispenser des conseils, sur demande, en ce qui concerne l'analyse d'impact relative à la protection des données et vérifier l'exécution de celle-ci ;
- Coopérer avec l'autorité de contrôle ;
- Faire office de point de contact pour l'autorité de contrôle sur les questions relatives au traitement, y compris la consultation préalable, et mener des consultations, le cas échéant, sur tout autre sujet.

Elle se décompose en 2 phases :

- La **phase de mise en conformité** qui permet à la collectivité de bénéficier d'un premier accompagnement sur site ou à distance selon le périmètre, afin de se conformer à la réglementation en matière de protection des données personnelles.
- La **phase de suivi annuel** qui permet de maintenir cette conformité en bénéficiant de conseils et d'accompagnements sur site ou à distance selon le périmètre.

Les modalités d'exécution de ses deux phases sont fixées dans la convention jointe.

La commission du Personnel réunie le 30 mai 2024 a émis un avis favorable.

Les crédits nécessaires sont prévus au BP 2024.

**M. BUCHWALDER** salue le caractère positif de la mutualisation réalisée par le Département car la mise en place de ce contrôle n'aurait pas été simple à gérer.

**M. TISSERAND** demande quels types de contrôles seront réalisés.

**M. BUCHWALDER** précise que le DPO (Délégué à la Protection des Données) de l'ADAT va vérifier que les données sur les fichiers des différents logiciels utilisés par les services protègent bien les données personnelles pour qu'il n'en soit pas fait d'utilisations abusives et pour les protéger des piratages informatiques.

Monsieur le Maire donne la parole à Samuel BUHLER – DGS pour compléter ses propos.

**M. BUHLER** précise que le DPO va s'assurer que les fichiers utilisés par les services, qui contiennent des données personnelles (numériques ou papiers), sont conformes à la réglementation européenne de protection des données. Il vérifiera également qu'il n'y a pas de données collectées abusivement par rapport à l'objet du dossier traité.

**M. TISSERAND** demande s'il s'agit des données de la CNIL.

**M. BULHER** lui répond qu'en effet le DPO va être déclaré à la CNIL qui est l'organisme de contrôle de l'utilisation des données. Dans ce cadre, il est d'ailleurs probable que la ville soit soumise à un contrôle pour vérifier la conformité des fichiers par rapport au RGPD.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré,  
**A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **DÉCIDE** d'adhérer à la prestation de l'ADAT de mise à disposition d'un Délégué à la Protection des Données mutualisée,
- **DÉSIGNE** l'ADAT comme personne morale pour être son Délégué à la Protection des Données,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention avec l'ADAT et tout acte afférant à cette prestation.

<b>14 – BILAN DE CONCERTATION ET ARRÊT DES ZONES D'ACCELERATION POUR L'IMPLANTATION D'INSTALLATIONS TERRESTRES DE PROTECTION D'ENERGIES RENOUVELABLES - DCM n° 20240611-14</b>
--

**En l'absence de M. Nicolas PIERGUIDI et de M. MIESKE, Monsieur le Maire demande à M. Christophe CAPELLI, Directeur des Services Techniques, de présenter ce point.**

Il rappelle au Conseil Municipal la délibération DCM20240409-13 en date du 09 avril 2024 par laquelle il avait fixé les modalités de la concertation en vue de la définition des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables (ZAE nR) prévues par l'article 15 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables.

Conformément à cette délibération :

- un dossier d'information sur les ZAE nR envisagées par la Commune a été consultable du 02 au 21 Avril et complété au fur et à mesure des études et échanges avec le public, un registre de concertation disponible en mairie a permis au public de formuler ses observations, aucune observation n'a été notée dans ce registre

Et

- une consultation par voie électronique a été organisée du 02 au 21 Avril (site de la collectivité), aucun mail n'a été envoyé concernant cette consultation

A l'issue de cette concertation, les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables ainsi que de leurs ouvrages connexes sont listées ci-après :

**ZAEnR Photovoltaïques (PV) :**

- **Centrale PV au sol** : Non retenu
- **PV Toitures**

*L'ensemble de la ville peut être retenu comme ZAEnR pour l'installation d'une production d'énergie photovoltaïque en toiture, tel qu'indiqué sur le plan annexé à la présente.*

- **PV sur parkings de + de 500 m<sup>2</sup>**

*L'ensemble de la ville peut être retenu comme ZAEnR pour l'installation d'une production d'énergie photovoltaïque sur parking, tel qu'indiqué sur le plan annexé à la présente.*

- **PV sur unités foncières contenant des surfaces de stationnements non couvertes de + de 500 m<sup>2</sup>**

*L'ensemble de la ville peut être retenu comme ZAEnR pour l'installation d'une production d'énergie photovoltaïque en toiture, tel qu'indiqué sur le plan annexé à la présente.*

**ZAEnR Bois énergie biomasse :**

*L'ensemble de la ville peut être retenu comme ZAEnR pour l'installation d'une production d'énergie bois bio masse, tel qu'indiqué sur le plan annexé à la présente.*

**ZAEnR Biogaz** : Non retenu

**ZAEnR Hydroélectricité** : Non retenu

**ZAEnR Eolien** : Non retenu

La Commission Environnement-Cadre de vie-Forêt, réunie le 23 mai 2024, a émis un avis favorable.

**M. TISSERAND** fait remarquer que l'installation des panneaux photovoltaïques au sol n'a pas été retenue dans la ZAEnR mais cela n'empêchera pas un particulier d'en installer chez lui. En revanche il ne pourra pas bénéficier de la subvention c'est bien cela ?

**M. BUCHWALDER** oui c'est bien cela.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés, **APPROUVE** les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables ainsi que de leurs ouvrages connexes listées ci-dessus.

**15 – TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE RENOVATION DE LA CRECHE – SUBVENTION CAF - DCM n° 20240611-15**

**M. Jean FORESTI** présente ce point.

Monsieur FORESTI expose que dans le programme de rénovation de bâtiment, la ville de Seloncourt envisage plusieurs travaux à la crèche Irène THARIN.

Ces travaux comprennent :

- La création d'un espace bébé sécurisé,
- La mise en place de stores sur l'Atrium.

Les travaux sont estimés à 8 582.72 € H.T. soit 10 299.26 € T.T.C.

Une aide financière peut être sollicitée à la CAF dans le cadre du « Fonds de modernisation des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) ».

Le montant des travaux subventionnables serait de 8 582.72 € H.T. à un taux de 80%.

Le plan de financement serait le suivant :

Co-financeurs	Dépenses subventionnables en € HT		%	Subventions escomptées	%
					Sur total T.T.C.
CAF DU DOUBS	Travaux	8 582,72	80%	6 866,18	
TOTAL SUBVENTIONS ESCOMPTEES				<b>6 866,18</b>	<b>66,67%</b>
MONTANT SOLDE T.T.C. FONDS LIBRES VILLE DE SELONCOURT				3 433,08	33,33%
TOTAL DE L'OPERATION T.T.C.				10 299,26	100%

La Commission Bâtiments, réunie le 30 mai 2024, a émis un avis favorable.

Les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2024.

**M. TISSERAND** s'étonne que les stores soient mis en intérieur alors que les BSO sont préconisés pour briser la chaleur et la lumière.

**Mme GUEY** fait remarquer qu'ils sont relativement fragiles.

**M. CAPELLI – DST** explique qu'il a été décidé de les mettre en intérieur à cause de la grêle car la ville n'est pas assurée pour tout ce qui est volets et stores en façade.

**M. TISSERAND** trouve que cela sera gênant en cas de fortes chaleurs car les stores intérieurs n'empêcheront pas la température de monter.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **SOLLICITE** l'aide financière à la CAF,
- **APPROUVE** le plan de financement ci-dessus,
- **S'ENGAGE** à réaliser la dépense sur les exercices 2024-2025,
- **S'ENGAGE** à prendre en charge le financement de l'organisme cité qui ne répondrait pas à hauteur de la subvention prévue et demandée,
- **DEMANDE** l'autorisation de commencement des travaux avant l'intervention de la décision attributive de subvention,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son Représentant à signer tous documents à intervenir.

<b>16 – TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE RENOVATION DE LA RESTAURATION / PERISCOLAIRE MARCEL LEVIN – SUBVENTION CAF - DCM n° 20240611-16</b>
---

**M. Jean FORESTI** présente ce point.

Monsieur FORESTI expose, que dans le programme de rénovation de bâtiment, la ville de Seloncourt envisage plusieurs travaux dans l'espace restauration / périscolaire Levin.

Ces travaux comprennent :

- L'étanchéité de la toiture terrasse, faux plafond et éclairage de la salle de restauration/périscolaire,
- La fourniture et installation de stores intérieurs dans la salle d'extension périscolaire,
- L'installation d'une clôture, portail et portillon sécurisé.

Les travaux sont estimés à 47 296.50 € H.T. soit 56 755.80 € T.T.C.

Une aide financière peut être sollicitée à la CAF dans le cadre du « Fonds d'investissement pour l'aide à la rénovation de locaux Alsh ».

Le montant des travaux subventionnables serait de 24 710.25 € H.T. à un taux de 60%.

Le plan de financement serait le suivant :

Co-financeurs	Dépenses subventionnables en € HT		%	Subventions escomptées	%
					Sur total T.T.C.
CAF DU DOUBS	Travaux	24 710,25	60%	14 826,15	
TOTAL SUBVENTIONS ESCOMPTEES				14 826,15	26,12%
MONTANT SOLDE T.T.C. FONDS LIBRES VILLE DE SELONCOURT				41 929,65	73,88%
TOTAL DE L'OPERATION T.T.C.				56 755,80	100%

La Commission Bâtiments, réunie le 30 mai 2024, a émis un avis favorable.

Les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2024.

**M. TISSERAND** fait la même remarque pour les stores.

**M. CAPELLI – DST** explique qu'il s'agit de stores de portes et qu'il est interdit de mettre des volets sur une porte issue de secours.

Le Conseil Municipal, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **SOLLICITE** l'aide financière à la CAF,
- **APPROUVE** le plan de financement ci-dessus,
- **S'ENGAGE** à réaliser la dépense sur les exercices 2024-2025,
- **S'ENGAGE** à prendre en charge le financement de l'organisme cité qui ne répondrait pas à hauteur de la subvention prévue et demandée,
- **DEMANDE** l'autorisation de commencement des travaux avant l'intervention de la décision attributive de subvention,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son Représentant à signer tous documents à intervenir.

<b>17 – RENATURATION DE LA PLACE DU 8 MAI – DEMANDES DE SUBVENTIONS - DCM n° 20240611-17</b>
--

**M. Jean-Marc ROBERT** présente ce point.

Monsieur ROBERT expose que la Ville de Seloncourt souhaite reprendre l'aménagement de la place du 8 Mai, située en plein centre-ville, par suite de malfaçons.

L'Agence de Développement et d'Urbanisme du Pays de Montbéliard a apporté une assistance sur ce projet de requalification afin de rétablir un usage complet de la place mais aussi renforcer les volets environnementaux et d'adaptation au changement climatique. Il s'agit d'objectiver les phénomènes de surchauffe urbaine et de les pallier.

Ce projet de réaménagement de la place est repositionné dans la trame paysagère de la vallée du Gland.

L'estimation de l'opération est de l'opération est estimée à 100 000 € H.T. soit 120 000 € T.T.C.

Des subventions peuvent être sollicitées :

- A la REGION Bourgogne Franche-Comté dans le cadre de la protection de la biodiversité,
- Au DEPARTEMENT dans le cadre du contrat P@C volet « Soutien à la vie locale ».

L'échéancier de réalisation de ce projet est le suivant :

- Date de lancement de l'appel d'offre : JUILLET 2024
- Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : SEPTEMBRE 2024
- Date prévisionnelle de fin de l'opération : AVRIL 2025

Le plan de financement des travaux pourrait être le suivant :

Co-financeurs		Dépenses subventionnables		Taux	Subventions escomptées €	%	
						Sur total H.T. 100 000 €	Sur total T.T.C.
DEPARTEMENT	CONTRAT P@C	100 000,00	Totalité de l'opération	30%	30 000,00	30,00%	25,00%
REGION	PROTECTION DE LA BIODIVERSITE	100 000,00	Totalité de l'opération	50%	50 000,00	50,00%	41,67%
TOTAL SUBVENTIONS ESCOMPTEES					80 000,00	80,00%	66,67%
MONTANT SOLDE T.T.C. FONDS LIBRES VILLE DE SELONCOURT					40 000,00		33,33%
TOTAL DE L'OPERATION T.T.C.					120 000,00	100%	

La Commission « Voirie » réunie le 22 mai 2024 a émis un avis favorable.

Les crédits sont inscrits au BP 2024.

Des précisions sont données quant à la nature des travaux de renaturation et plus précisément sur le devenir des dalles en verre.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** la réalisation du projet présenté,
- **APPROUVE** le plan de financement exposé,
- **AUTORISE** le Maire à solliciter une subvention à la REGION BFC au titre de la protection de la biodiversité,
- **AUTORISE** le Maire à solliciter une subvention au DEPARTEMENT dans le cadre du contrat P@C volet « Soutien à la vie locale »,
- **S'ENGAGE** à prendre en charge le financement des organismes cités qui ne répondraient pas à hauteur de la subvention prévue et demandée,
- **S'ENGAGE** à réaliser les travaux dans les 2 ans à compter de la date de notification de la décision attributive de subvention,
- **DEMANDE** l'autorisation de commencer les travaux avant l'intervention des décisions attributives de subventions,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document à intervenir.

**18 – RENATURATION DE LA RUE D'AUDINCOURT – DEMANDES DE SUBVENTIONS – ANNULE ET REMPLACE LA DCM20221216-8 DU 16 DECEMBRE 2022 - DCM n° 20240611-18**

**M. Jean-Marc ROBERT** présente ce point.

Monsieur ROBERT rappelle que les travaux d'enfouissement d'aménagement de la piste cyclable sous maîtrise d'ouvrage de Pays de Montbéliard Agglomération sont terminés. L'enfouissement des réseaux ainsi que l'éclairage public sur la rue d'Audincourt ont été réalisés et il convient de finaliser l'aménagement de la route départementale (RD34) en ce qui concerne la couche de roulement ainsi que les trottoirs, parkings et plantations.

L'opération sera réalisée en deux phases sur 2024 et 2025.

L'opération est estimée à 820 762.25 € H.T. soit 984 914.70 € T.T.C. :

- Phase 1 : 399 767.02 € H.T.
- Phase 2 : 420 995.23 € H.T.

Des subventions peuvent être sollicitées :

- A l'ETAT dans le cadre d'aménagements de sécurité (amendes de police) ainsi qu'au titre du Fonds Vert,
- Au DEPARTEMENT DOUBS sur les travaux concernant la couche de roulement au titre de l'O.P.S.A. (Opérations Partenariales de Sécurité en Agglomération) qui fera l'objet d'une convention, ainsi que dans le cadre du contrat P@C.

L'échéancier de réalisation de ce projet est le suivant :

- Date de lancement de l'appel d'offre : JUILLET 2024
- Date prévisionnelle de démarrage de l'opération :
  - SEPTEMBRE 2024 - phase 1
  - MAI 2025 phase 2
- Date prévisionnelle de fin de l'opération : OCTOBRE 2025

Le plan de financement des travaux pourrait être le suivant :

Co-financeurs	Programme			Dépenses subventionnables			Taux	Subventions escomptées €		%	
										Sur total H.T. 820 762,25 €	Sur total T.T.C.
DEPARTEMENT DU DOUBS	OPSA		PHASE 1 - 2024	175 000,10 €	355 576,60 €	COUCHE DE ROULEMENT	100%	175 000,10	355 576,60	43,32%	36,10%
			PHASE 2 - 2025	180 576,50 €				180 576,50			
DEPARTEMENT DU DOUBS	CONTRAT P@C	SOUTIEN AUX PROJETS LOCAUX	PHASE 1 - 2024	100 000,00	200 000,00	PLAFONNE A 200 000 €	30,00%	30 000,00	60 000,00	7,31%	6,09%
			PHASE 2 - 2025	100 000,00				30 000,00			
ETAT	AMENDES DE POLICE		PHASE 1 - 2024	99 175,00	99 175,00	789 ML DE TROTTOIRS A 75€ ET 400 M² A 100 € DE PAVES	25,00%	13 850,00	24 793,75	3,02%	2,52%
			PHASE 2 - 2025					10 943,75			
ETAT	FONDS VERTS	AXE2 - RENATURATION DES VILLES ET DES VILLAGES	PHASE 1 - 2024	224 766,92	465 185,65	TOTALITE DE L'OPERATION SAUF COUCHE DE ROULEMENT	45,00%	101 145,11	209 333,54	25,50%	21,25%
			PHASE 2 - 2025	240 418,73				108 188,43			
TOTAL SUBVENTIONS ESCOMPTEES						PHASE 1 - 2024		319 995,21	649 703,89	79,16%	65,97%
						PHASE 2 - 2025		329 708,68			
MONTANT SOLDE T.T.C. FONDS LIBRES VILLE DE SELONCOURT								335 210,81			34,03%
TOTAL DE L'OPERATION T.T.C.								984 914,70		100%	

La Commission « Voirie » réunie le 22 mai 2024 a émis un avis favorable.

Une partie des crédits ont été inscrits au BP 2024, les crédits complémentaires seront inscrits au BS 2024 et BP 2025.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** la réalisation du projet présenté,
- **APPROUVE** le plan de financement exposé,
- **AUTORISE** le Maire à signer la Convention OPSA avec le DEPARTEMENT DOUBS,
- **AUTORISE** le Maire à solliciter une subvention dans le cadre du contrat P@C « Soutien aux projets locaux »,
- **AUTORISE** la Maire à solliciter une subvention à l'ETAT au titre des aménagements de sécurité (amendes de police),
- **AUTORISE** le Maire à solliciter une subvention à l'ETAT au titre du Fonds vert,
- **S'ENGAGE** à prendre en charge le financement des organismes cités qui ne répondraient pas à hauteur de la subvention prévue et demandée,
- **S'ENGAGE** à réaliser les travaux dans les 2 ans à compter de la date de notification de la décision attributive de subvention,
- **DEMANDE** l'autorisation de commencer les travaux avant l'intervention des décisions attributives de subventions,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document à intervenir.



**19 – EXTENSION DU RESEAU DE VIDEOPROTECTION – DEMANDE DE SUBVENTION A L'ETAT AU TITRE DU FONDS INTERMINISTERIEL DE PREVENION DE LA DELINQUANCE (F.I.P.D.) - DCM n° 20240611-19**

**M. Jean-Marc ROBERT** présente ce point.

Monsieur ROBERT expose que la ville de Seloncourt souhaite se doter de cinq caméras supplémentaires complétant le réseau de vidéoprotection créé en 2010, ayant fait l'objet d'extension sur plusieurs exercices.

- Une caméra sur la salle polyvalente,
- Quatre caméras « lecture de plaques » installées au carrefour rue des Vignottes / rue d'Audincourt.

La vidéo protection s'inscrit dans le cadre des outils au service de la politique de sécurité et de prévention. Il s'agit de combattre plus efficacement la délinquance de proximité qui touche au quotidien la population, en dotant la ville d'un outil qui permet d'améliorer le travail de prévention et de dissuasion, de faire reculer le sentiment d'insécurité et de donner aux forces de l'ordre le moyen de résoudre en plus grand nombre crimes et délits.

L'estimation des travaux est de 20 000 € H.T. soit 24 000 € T.T.C.

L'Etat, qui encourage ces équipements, cofinance ces travaux au titre du Fonds d'Intervention pour la Prévention de la Délinquance (F.I.P.D.) à hauteur de 50% selon les enveloppes disponibles.

Le plan de financement serait le suivant :

Co-financeurs		Dépenses subventionnables	Taux	Subventions escomptées €	%	
					Sur total € H.T. 20 000 €	Sur total € T.T.C.
<b>ETAT</b>	F.I.P.D.	20 000,00	<b>50%</b>	10 000,00	50,00%	40,00%
<b>TOTAL SUBVENTIONS ESCOMPTEES</b>				<b>10 000,00</b>		<b>41.66%</b>
<b>MONTANT SOLDE T.T.C. FONDS LIBRES VILLE DE SELONCOURT</b>				<b>14 000,00</b>		<b>58.34%</b>
<b>TOTAL DE L'OPERATION T.T.C.</b>				<b>24 000,00</b>	<b>100%</b>	

La Commission Voirie, réunie le 22 mai 2024, a émis un avis favorable.

Les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2024.

**M. BEE** demande si les caméras « lecture de plaques » permettent la verbalisation en cas de non-respect des feux tricolores ?

**M. ROBERT** non car ce ne sont que des caméras de surveillance pas de verbalisation.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel,
- **SOLLICITE** une subvention à l'Etat au titre du F.I.P.D.,
- **DEMANDE** l'autorisation de commencement des travaux avant décision attributive de subvention,
- **S'ENGAGE** à prendre en charge le financement de l'organisme cité qui ne répondrait pas à hauteur de la subvention prévue et demandée,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son Représentant à signer tout document à intervenir.

**20 – PROGRAMME DE RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC 2024 – DEMANDE DE SUBVENTION AU SYDED - DCM n° 20240611-20**

**M. Jean-Marc ROBERT** présente ce point.

Dans le cadre des travaux de rénovation d'équipements d'Eclairage Public, il convient de poursuivre le remplacement des luminaires des rues suivantes :

- Rue du Général Leclerc (entre n°11 et n°93),
- Rue René-Jacques Lovy
- Impasse Randruya
- Rue Marcel Aymé
- Rue Vincent Scotto.

Monsieur le Maire propose de solliciter l'aide du SYDED.  
Ces travaux seront réalisés en REGIE.

Montant estimatif de l'opération :

DESIGNATION	MATERIEL	MAIN D'OEUVRE	MONTANT T.T.C.
Rue du Général Leclerc	4 794.00	1 116.00	5 910.00
Rue René-Jacques Lovy	4 482.00	589.00	5 071.00
Impasse Randruya	1 494.00	186.00	1 680.00
Rue Marcel Aymé	1 992.00	279.00	2 271.00
Rue Vincent Scotto	2 490.00	310.00	2 800.00
<b>TOTAL T.T.C.</b>	<b>15 252.00</b>	<b>2 480.00</b>	<b>17 732.00</b>

Le plan de financement de l'opération est établi comme suit :

CO-FINANCEUR	DESIGNATION	CALCUL DE LA SUBVENTION	MONTANT	% SUR TOTAL T.T.C.
<b>SYDED</b>	Rue du Général Leclerc	125.00 € x 17 points lumineux	2 125.00	26.79%
	Rue René-Jacques Lovy	125.00 € x 9 points lumineux	1 125.00	
	Impasse Randruya	125.00 € x 3 points lumineux	375.00	
	Rue Marcel Aymé	125.00 € x 4 points lumineux	500.00	
	Rue Vincent Scotto	125.00 € x 5 points lumineux	625.00	
		38 x 125 €	4 750.00	
	<b>TOTAL SUBVENTIONS ESCOMPTEES</b>		<b>4 750.00</b>	<b>26.79%</b>
	<b>MONTANT SOLDE T.T.C. FONDS LIBRES VILLE DE SELONCOURT</b>		<b>12 982.00</b>	<b>73.21%</b>
	<b>TOTAL DE L'OPERATION T.T.C.</b>		<b>17 732.00</b>	<b>100%</b>

La Commission « Voirie » réunie le 22 mai 2024 a émis un avis favorable.

Les crédits sont inscrits au Budget primitif 2024.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré,  
**A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **SOLLICITE** l'aide financière du SYDED,
- **APPROUVE** le plan de financement exposé ci-dessus ;
- **S'ENGAGE** à prendre en charge le financement de l'organisme cité qui ne répondrait pas à hauteur de la subvention prévue et demandée ;
- **DEMANDE** l'autorisation de commencer les travaux avant décision attributive de subvention du SYDED ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son Représentant à signer tout document à intervenir.

**M. Jean-Marc ROBERT** présente ce point.

Monsieur ROBERT expose que le règlement de voirie, conformément à l'article R141-14 du code de la voirie routière, permet de définir les modalités administratives, techniques et financières applicables aux travaux exécutés sur les voies communales et détermine les conditions d'occupation desdites voies. Il ne concerne pas les occupations temporaires à caractère superficiel sur le domaine public communal dans la mesure où il n'y a pas de modification de ce domaine.

Par Délibération DCM20220927-13 en séance du 27 septembre 2022, vous avez adopté la composition de la commission consultative de « Règlement de voirie » ainsi que son règlement intérieur.

La Commission consultative s'est réunie le 15 décembre 2022 et le 5 février 2024. Le règlement de voirie a été envoyé par messagerie dans son ensemble le 27 mars à tous les partenaires, pour formuler leurs dernières remarques.

Les permissionnaires, concessionnaires, affectataires et autres occupants de droits des voies communales ont pu faire des remarques et suggestions qui ont permis d'aboutir au projet de règlement de voirie ci-joint en annexe.

Le règlement concerne, sur tout le territoire de la ville de Seloncourt :

- les travaux entrepris dans l'emprise des voies publiques communales ou de voies privées ouvertes à la circulation publique et de leurs dépendances (chaussées, trottoirs...) ;
- toute occupation du sol, du sous-sol et du sur sol public, par ou pour le compte des personnes physiques ou morales, publiques ou privées suivantes, justifiant d'une "autorisation de voirie" ou d'un "titre d'occupation" et notamment, aux "affectataires", "permissionnaires", "concessionnaires" et "occupants de droit" :
  - propriétaires et occupants de droit des immeubles riverains de la voirie communale ;
  - les concessionnaires (gestionnaires de réseaux publics) ;
  - les permissionnaires, au sens de la loi du n°96-659 art 19 du 26/07/1996 (réseaux câblés, France Télécom....);
  - entreprises du bâtiment, de travaux publics...
  - et de manière générale à tous les usagers.

Le règlement :

- définit les procédures de demandes d'autorisation de travaux ainsi que les documents types pour les demandes d'autorisation
- prend en compte l'évolution de la réglementation concernant les déclarations nécessaires avant travaux (Déclaration de Travaux (DT), Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT), Avis de Travaux Urgents (ATU),
- régit les surplombs,
- précise les modalités pour les réfections de fouilles et les reprises de pavage,
- intègre les nouvelles mesures en termes d'éclairage nocturne,
- décrit les prescriptions nécessaires pour des interventions dans les espaces verts de la Ville ainsi que les barèmes à appliquer en cas de détérioration des arbres.

D'autre part, le règlement de voirie communal permettra d'obtenir une certaine cohérence avec le règlement de voirie du conseil départemental et des voies d'intérêt communautaires (en cours de rédaction).

La Commission « Voirie » réunie le 22 mai 2024 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** le règlement de voirie et ses annexes,
- **DECIDE** que le règlement de voirie et ses annexes seront notifiés aux « affectataires », « permissionnaires », « concessionnaires » et « occupants de droit et autres membres de la commission qui sont chargés de transmettre le présent règlement de voirie à leurs délégataires et autres intervenants et de s'assurer de la bonne réception et prise en compte du présent règlement ;

- **DECIDE** que le présent règlement de voirie sera mis à disposition librement du public et des entreprises sur le site internet de la commune,
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Le règlement est consultable en mairie.**

**22 – SYNDICAT DU GAZ DE LA REGION DE MONTBELIARD (SYGAM) – MODIFICATION STATUTAIRE - DCM n° 20240611-22**

**M. Jean-Marc ROBERT** présente ce point.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 1<sup>er</sup> juin 2016, portant mise à jour des statuts du Syndicat du Gaz de la Région de Montbéliard (SYGAM),

**Vu** la délibération n° 24-3 adoptée par le Comité Syndical du SYGAM le 24 janvier 2024,

**Considérant** que par cette délibération, le Comité Syndical du SYGAM s'est prononcé en faveur d'une modification des statuts portant sur :

- l'ajout, à l'article 3.1 des statuts en vigueur, d'un item complémentaire ainsi rédigé pour permettre au syndicat d'accompagner des projets de transition énergétique en participant au financement de projet sur ses communes membres : « - *l'intéressement et la participation à tous projets en lien avec la transition énergétique, portés sur le territoire du Syndicat par les communes membres du SYGAM et les établissements publics auxquelles elles adhèrent, l'action du Syndicat devant alors se limiter à son propre ressort territorial ;* » ;
- l'actualisation de l'article 3.2.1 alinéas 1 et 2 en remplaçant les références au Code des Marchés Publics par des références au Code de la Commande Publique ;
- l'ajout, à l'article 8 alinéa 1, des termes mentionnés en gras, afin d'être en adéquation avec la modification proposée de l'article 3.1, « *Le budget du SYGAM pourvoit aux dépenses **de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice des compétences correspondant à son objet et ses attributions** incombant à celui-ci, à l'aide :...* »,

**Considérant** que la décision de modification statutaire est subordonnée à l'accord des Conseils Municipaux des communes membres du Syndicat du Gaz de la Région de Montbéliard (SYGAM) dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création du Syndicat, à savoir les deux tiers au moins des Conseils Municipaux des communes représentant plus de la moitié de la population totale, ou la moitié au moins des Conseils Municipaux des communes intéressées et représentant les deux tiers de la population, étant précisé que ces majorités qualifiées doivent nécessairement comprendre les conseils municipaux des communes dont la population est supérieure au quart de la population totale du SYGAM,

**Considérant** que les Conseils Municipaux susvisés disposent d'un délai de trois mois à compter de la date de notification de la délibération du Syndicat du Gaz de la Région de Montbéliard (SYGAM) pour se prononcer sur la modification statutaire envisagée, et qu'à défaut de délibération dans ce délai, la décision sera réputée favorable,

La Commission « Voirie » réunie le 22 mai 2024 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés (*Monsieur Jean-Marc ROBERT ne participe pas au vote*) **APPROUVE** la modification statutaire du Gaz de la Région de Montbéliard (SYGAM), telle que présentée et intégrée dans la proposition de statuts figurant en annexe.

## 23 – VENTE DE PARCELLES DE TERRAIN A LA SOCIETE NEOLA - DCM n° 20240611-23

**M. Mathieu GAGLIARDI** présente ce point.

Monsieur GAGLIARDI informe l'assemblée qu'une enquête publique a rendu un avis favorable pour la vente du chemin rural désaffecté lieu-dit aux « champs montants » situé entre les communes d'Audincourt et Seloncourt.

La société Néolia domiciliée 34 rue de la Combe aux Biches à Montbéliard, s'est porté acquéreur de ce chemin rural.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

AC 125 d'une surface de 0a 87ca  
AC 126 d'une surface de 0a 12ca  
AC 127 d'une surface de 0a 11ca  
AC 128 d'une surface de 0a 01ca  
AC 129 d'une surface de 0a 01ca  
AC 130 d'une surface de 0a 02ca

**Surface totale : 114ca**

Suivant l'estimation des domaines, le prix proposé pour cette vente est de 8 euros le m<sup>2</sup>, soit un total de 912 euros.

Les frais d'actes notariés et les frais annexes seront à la charge des acquéreurs.

La Commission Urbanisme, réunie le 27 mai 2024, a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés (*Monsieur Romuald GADET ne prend pas part au vote*),

- **APPROUVE** la vente des parcelles AC 125 à AC 130 d'une surface totale de 114ca pour un montant de 912 €,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document à intervenir.

## 24 – AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN BAIL EMPHYTEOTIQUE – PARCELLES DE TERRAIN AGRICOLE AVEC LA SCEA FERME DES MINIMES - DCM n° 20240611-24

**M. Mathieu GAGLIARDI** présente ce point.

Monsieur GAGLIARDI expose que la SCEA FERME DES MINIMES, spécialisée dans l'enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs, domiciliée « aux Minimes » 25230 SELONCOURT, a souhaité la conclusion d'un bail emphytéotique avec la commune, concernant les parcelles de terrain agricole suivantes, proches de son exploitation :

SECTIONS	NUMEROS	LIEU-DIT	CONTENANCE
AL	699	Aux minimes	01ha 63a 28ca
AK	93	Aux minimes	18a 02ca
AK	94	Aux minimes	01ha 06a 10ca
AK	95	Aux minimes	19a 30ca
B	11	Es Ambrey	75a 02ca
		<b>TOTAL</b>	<b>03 ha 81a 72ca</b>

Monsieur le maire propose au conseil municipal d'autoriser la signature d'un bail emphytéotique d'une durée de 99 années au profit de la SCEA FERME DES MINIMES, moyennant une redevance annuelle à l'euro symbolique.

Les frais d'acte notarié afférents au bail seront à la charge de la SCEA des Minimes.

La commission urbanisme en date du 27 mai 2024 a émis un avis favorable.

**M. TISSERAND** prend la parole :

*« Ce type de bail permet la location d'un terrain à un prix sous le marché en contrepartie de travaux de mise en valeur.*

*Il peut avoir une durée comprise entre 18 et 99 ans.*

*Après cette période le bail peut être renouvelé par un nouveau contrat ou le bien est restitué au propriétaire qui récupère l'intégralité des installations s'il en existe.*

*L'emphytéote a l'usufruit du bien, il doit en payer les charges et il a l'obligation d'en assurer sa mise en valeur par des travaux.*

*La redevance annuelle doit rester modeste en contrepartie des travaux de mise en valeur engagés par le loueur.*

*La redevance est calculée fonction du prix du marché.*

*Les obligations de l'emphytéote :*

- *Investir continuellement dans la valorisation du terrain*
- *Payer un loyer pour le terrain*
- *Payer des taxes pour son bail emphytéotique (taxe foncière et taxe d'habitation)*
- *L'emphytéote a aussi l'obligation que les travaux qu'il entreprend augmentent la valeur du bien (si les travaux nuisent à la valorisation du terrain, le propriétaire est en droit d'annuler le bail emphytéotique)*

*Nos Questions :*

- *Pourquoi choisir un bail de 99 ans*
  - *Cela représente de 2 à 3 générations. Nous proposons un bail de 35 à 40 ans, soit la durée de l'exploitation de son gérant. Cela permet de garder le contrôle sur le bien loué durant un cycle d'exploitation.*
- *Pourquoi établir un bail annuel pour l'Euro symbolique ?*
  - *Il est dit que la redevance doit rester modeste en contrepartie de travaux de mise en valeur des propriétés, quels sont les travaux justifiant ce prix ?*
  - *Existera-t-il un contrat de location engageant le locataire à des travaux de valorisation ?*
  - *Nous proposons une redevance annuelle indexée à un pourcentage du prix du marché de location. Le pourcentage devra rester décent pour les deux parties et compris entre 20% et 50% du prix du marché. Si celui-ci est de 100€/ha la redevance annuelle s'établirait entre 60€ et 150€ pour les 3 ha. ».*

**M. TISSERAND** conteste le fait de verrouiller pour 99 ans ce terrain. Il estime que la commune doit maîtriser son foncier. Il demande que la durée du bail soit réduite.

**M. GAGLIARDI** répond que d'une part il s'agit d'une friche (ancienne décharge) qui n'est pas utilisée et que d'autre part le bail est au nom de la SCEA FERME DES MINIMES ce qui implique que si cette dernière venait à fermer le bail deviendrait caduc. Il explique que le but de ce bail est surtout de valoriser l'activité du centre.

**Monsieur le Maire** demande à Christophe CAPELLI, DST d'apporter des précisions.

**M. CAPELLI** informe les élus qu'il est prévu que la ferme des Minimes agrandisse son manège et qu'elle prenne des chevaux en pension. Elle fera également l'entretien des arbres et du terrain.

**M. TISSERAND** trouve également que le prix proposé est beaucoup trop bas. Il estime que la SCEA a les moyens de payer plus pour un terrain de cette taille.

**Mme GUEY** comprend que M. TISSERAND veuille agir en bon père de famille mais, tout comme elle l'a déjà dit pour un autre agriculteur lors d'un précédent conseil, elle estime qu'il n'y a pas beaucoup d'autre solution pour que ce terrain soit entretenu sans coûter trop cher à la ville.

M. le maire, à la demande de M. TISSERAND, propose deux amendements au vote :

⇒ **1<sup>er</sup> Amendement : Augmentation du loyer :**

**24 voix Contre** : Daniel BUCHWALDER, Françoise PAICHEUR, Jean-Marc ROBERT, Maryline CHALOT, Mathieu GAGLIARDI, Laurence DI VANNI, Jean FORESTI, Catherine JACQUOT, Alain KMOCH, Madeleine MAUFFREY, Patrick LIEGEART, Christine GUEY, Lysiane MABIRE, Brigitte

ALZINGRE, Romuald GADET, Clément GIRARD, Régis ARNOLD, Nicolas PIERGUIDI (par procuration donnée à Christine GUEY), Jean-Claude PERROT (par procuration donnée à Jean-Marc ROBERT), Jean-Luc MIESKE (par procuration donnée à Patrick LIEGEART), Sophie MOREL (par procuration donnée à Françoise PAICHEUR), Léa LEMOINE (par procuration donnée à Catherine JACQUOT), Eric LANUSSE-CAZALE (par procuration donnée à Lysiane MABIRE), Michel BARBÉ (par procuration donnée à Jean FORESTI).

**5 voix Pour** : Denis TISSERAND, Christian TOITOT, Sergio BEE, Sylvie WERNY, Béatrice ROCH.

**L'amendement est rejeté.**

⇒ **2<sup>ème</sup> Amendement : Diminution de la durée du bail :**

**24 voix Contre** : Daniel BUCHWALDER, Françoise PAICHEUR, Jean-Marc ROBERT, Maryline CHALOT, Mathieu GAGLIARDI, Laurence DI VANNI, Jean FORESTI, Catherine JACQUOT, Alain KMOCH, Madeleine MAUFFREY, Patrick LIEGEART, Christine GUEY, Lysiane MABIRE, Brigitte ALZINGRE, Romuald GADET, Clément GIRARD, Régis ARNOLD, Nicolas PIERGUIDI (par procuration donnée à Christine GUEY), Jean-Claude PERROT (par procuration donnée à Jean-Marc ROBERT), Jean-Luc MIESKE (par procuration donnée à Patrick LIEGEART), Sophie MOREL (par procuration donnée à Françoise PAICHEUR), Léa LEMOINE (par procuration donnée à Catherine JACQUOT), Eric LANUSSE-CAZALE (par procuration donnée à Lysiane MABIRE), Michel BARBÉ (par procuration donnée à Jean FORESTI).

**5 voix Pour** : Denis TISSERAND, Christian TOITOT, Sergio BEE, Sylvie WERNY, Béatrice ROCH.

**L'amendement est rejeté.**

**M. TOITOT** précise que leur groupe n'est pas contre la signature de ce bail mais qu'il proposait simplement des adaptations.

Toutes les questions relatives à ce point ayant été abordées, Monsieur le maire invite les élus à voter.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** la mise à disposition des parcelles cadastrées AL 699, AK 93, AK 94, AK 95 et B 11, par la conclusion d'un bail emphytéotique d'une durée de 99 ans, avec la SCEA Ferme des Minimes, assorti d'une redevance annuelle à l'euro symbolique.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

**25 – AUTORISATION DE VENTE DE TERRAINS COMMUNAUX ET D'UNE PARCELLE BOISEE A MONSIEUR MAEL VERNEREY – ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION DCM20220607 EN DATE DU 07 JUIN 2022 ET LA DELIBERATION DCM 20221216-10 EN DATE DU 16 DECEMBRE 2022 - DCM n° 20240611-25**

**M. Mathieu GAGLIARDI** présente ce point.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que Monsieur Maël VERNEREY, domicilié Ferme des Minimes

à Seloncourt et propriétaire du centre équestre, souhaite acquérir deux parcelles de terrain agricole, pour faire paître ses chevaux et une parcelle boisée afin d'agrandir l'espace de promenade.

Les parcelles concernées par la vente sont les suivantes :

N° de parcelles	Lieux-dits	Surfaces
Parcelle B 10	Es Madrey	796 m²
Parcelle AH 206	Bas de Charmois	7564 m²
Parcelles AK 91	Rond des Billods	1603 m²
<b>Surface totale</b>		<b>9963 m²</b>



Suivant l'estimation des domaines, le prix proposé à la vente est de :

- Parcelle B 10 : 160 €
- Parcelle AH 206 : 2 193 €
- Parcelle AK 91 : 600 €

Soit un montant total de : **2 953 €.**

Les frais d'actes notariés et autres frais annexes seront à la charge de l'acquéreur.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'autoriser la vente de ces parcelles.

La Commission Urbanisme, réunie le 27 mai 2024 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré,  
**A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **AUTORISE** la vente de trois parcelles d'une surface totale de 9 963 m<sup>2</sup>, au prix de 2 953 €,
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer l'acte de vente et tous documents à intervenir.

Mathieu GAGLIARDI quitte la séance et remet sa procuration à M. Daniel BUCHWALDER.

## COMPTE-RENDU DES DECISIONS DU MAIRE

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, le maire rend compte des décisions qu'il a prises dans le cadre de la délégation qu'il a reçue du conseil municipal par délibération n° DCM20200609-4 du 09 juin 2020 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 11 JUIN 2024										
Décisions prises par Monsieur le Maire ou ses Adjoints en vertu de la délégation accordée par le Conseil Municipal par délibération du 09 JUIN 2020										
Objet		Service instructeur	Numéro de décision	Avenant		Titulaire mandataire	Désignation du lot	Adresse du titulaire ou du mandataire	Date de signature	Montant T.T.C.
Contrat/Marché	Nature			N°	objet					
RENATURATION DE LA PLACE DU 8 MAI RESILIATION DU MARCHÉ 2024-02	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-04-10-24			SAS CLIMENT TP	LOT 01 VOIRIE	9 Route d'Audincourt BP 13119 25403 AUDINCOURT CEDEX	10/04/2024	Montant indemnités de résiliation : 4 307,98 €
RENATURATION DE LA PLACE DU 8 MAI RESILIATION DU MARCHÉ 2024-03	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-04-10-25			SAS F.C.E.	LOT 02 MACONNERIE	Le Mont 25270 LEVIER	10/04/2024	Montant indemnités de résiliation : 588,75 €
PROGRAMME VOIRIE 2024 MARCHÉ 2024-13	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-04-10-26			SAS S.T.P.I. ROUTE	UNIQUE	Rue des Mineurs BP 21 70250 RONCHAMP	10/04/2024	Accord cadre à bons de commande d'un montant minimum de 70 000 € et un maximum de 200 000 €
REHABILITATION DU BATIMENT LOUISE MICHEL AVENAN T N°1 AU MARCHÉ 2023-12	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-04-24-27	2	FINANCIER	SARL SEEB	LOT 12A ELECTRICITE	6 Rue des Fleurs 25200 MONTBELIARD	24/04/2024	-3 214,40 €
RENOVATION DE TROIS CHAUFFERIES - MARCHÉ 2024-14	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-05-23-28			SARL RIBOULET MICHEL	LOT 01 ESPACE LOUISE MICHEL	22 RUE DE JALESIE 25400 AUDINCOURT	23/05/2024	24 919,57 €
RENOVATION DE TROIS CHAUFFERIES - MARCHÉ 2024-15	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-05-23-29			EQUANS AXIMA AXIMA CONCEPT SA	LOT 02 MAIRIE	49 51 RUE LOUIS BLANC 92400 COURBEVOIE	23/05/2024	63 622,84 €
RENOVATION DE TROIS CHAUFFERIES - MARCHÉ 2024-16	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-05-23-30			EQUANS AXIMA AXIMA CONCEPT SA	LOT 03 COSEC + OPTION "RETOUR HAUTE/BASSE TEMPERATURE"	49 51 RUE LOUIS BLANC 92400 COURBEVOIE	23/05/2024	74 271,13 €
Titre		Service instructeur	Numéro décision	Objet					Date	
CONTRAT DE LOCATION DE LICENCE IV SCHNEKENBURGER NATHALIE		ADMINISTRATION GENERALE	DEC2024-03-28-23	Mise à disposition de la licence IV de la commune à Mme SCHNEKENBURGER moyennant le paiement d'une redevance de 300 €/mois pour une durée ferme de 2 ans reconductible.					28/03/2024	

Le Conseil Municipal prend acte de ce compte-rendu.

**COMPTE-RENDU DES ARRÊTÉS**

N° ARRÊTÉ	DATE	SERVICE	OBJET
ARR2024-04-03-42	03/04/24	PM	Arrêté d'autorisation de débits de boissons - Club du tarot de Seloncourt - 22 avril 2024
ARR2024-04-05-43	05/04/24	PM	Arrêté d'interdiction d'utilisation de la pelouse du stade Maurice FORESTI - 06 avril 2024
ARR2024-04-09-44	09/04/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux remplacement d'un cadre et tampon sur trottoir pour orange par CIRCET du 17 avril pour 15 jours
ARR2024-04-09-45	09/04/24	PM	Arrêté d'interdiction de stationner parking Louise Michel le 25 juin 2024
ARR2024-04-10-46	10/04/24	PM	Arrêté de permis de détention d'un chien de 2ème catégorie - ALIZON Laura
ARR2024-04-12-47	12/04/24	PM	Arrêté débit de boisson temporaire Maison pour Tous le 26 avril lors du Marché du Soir de PMA sur la Place Croizat
ARR2024-04-12-48	12/04/24	PM	Arrêté fermeture place Croizat marché du soir PMA 26 avril
ARR2024-04-16-49	16/04/24	PM	Arrêté d'autorisation de débit de boissons temporaire fête de la bière du 04 Mai 2024
ARR2024-04-17-50	17/04/24	PM	Arrêté fermeture place Croizat, marché aux fleurs le 04/05/2024
ARR2024-04-19-51	19/04/24	PM	Arrêté interdiction de rassemblement annule et remplace ARR 2024-02-20-19
ARR2024-04-22-52	22/04/24	PM	Arrêté débit de boissons par Judo pour un tournoi à la salle des sports le 28 avril 2024
ARR2024-04-23-53	23/04/24	PM	Arrêté d'interdiction de stationner place Croizat et toutes les places en épi rue Motteler lors du marché du soir le 26 avril de 12h à 23h30
ARR2024-04-24-54	24/04/24	AG	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Seloncourt
ARR2024-04-26-55	26/04/24	PM	Arrêté de circulation pour route barrée rue des Chalets à partir du 29 avril durant une semaine par SADE CGTH
ARR2024-04-29-56	29/04/24	PM	Arrêté temporaire de débit de boissons par La Jeanne d'Arc pour un championnat de Gymnastique à la salle des sports le 11 mai 2024
ARR2024-04-29-57	29/04/24	PM	Arrêté temporaire de débit de boissons par La Jeanne d'Arc pour un championnat de Gymnastique à la salle des sports le 12 mai 2024
ARR2024-05-02-58	02/05/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - rue du château d'eau - Remplacement d'un cadre tampon sur chaussée pour orange
ARR2024-05-02-59	02/05/24	PM	Arrêté Interdiction provisoire de la pratique du sport stade municipal M. FORESTI le samedi 4 mai 2024
ARR2024-05-02-60	02/05/24	PM	Arrêté débit de boissons provisoire pour un concours mensuel de tarot en salle des Cossies le lundi 13 mai 2024
ARR2024-05-06-61	06/05/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit temporaire de boissons - Compétition de Handball - 01 juin 2024

ARR2024-05-15-62	15/05/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire - marche populaire MPT
ARR2024-05-15-63	15/05/24	PM	Arrêté antibruit communal annule et remplace ARR 2016-11-18-151
ARR2024-05-21-64	21/05/24	PM	Arrêté fermeture place Croizat pour un vide grenier le 30 juin 2024 par les Amis du Vieux Seloncourt
ARR2024-05-21-65	21/05/24	PM	Arrêté débit de boissons dimanche 30 juin 2024 pour les amis du vieux Seloncourt pendant le vide grenier
ARR2024-05-21-66	21/05/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit temporaire de boissons - Amicale Sapeurs-pompiers Audin/Val - 13 juillet 2024
ARR2024-05-21-67	21/05/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons STUDIO 3 spectacle de danse

Le Conseil Municipal prend acte de ce compte-rendu.

## QUESTIONS ORALES

### 1) **M. Christian TOITOT** pour le groupe Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire :

⇒ Pourquoi avoir décidé de cesser de cotiser à l'ADéC

*« L'ADéC, c'est l'Association de Développement Culturel du Pays de Montbéliard.*

*C'est grâce à elle que les jeunes de Seloncourt qui fréquentent les écoles maternelles et primaires, les collèges, la médiathèque, bénéficient de rencontres avec des auteurs ou illustrateurs entre autres.*

*Quitter l'ADéC, c'est priver cette jeunesse de Seloncourt d'un accès à la culture, la culture de l'écrit en particulier, si importante actuellement face aux écrans.*

*Quitter l'ADéC, c'est tourner le dos à la diffusion de la culture pour tous, et c'est en cette année où PMA est Capitale Française de la Culture, un signe contraire inquiétant.*

*Alors, Mr le Maire, quelles sont les raisons qui vous ont animé pour prendre cette décision ? ».*

**M. le Maire** la 1<sup>ère</sup> raison c'est que durant plusieurs années les écoles n'ont pas sollicité l'ADéC donc la ville a payé pour rien. La 2<sup>ème</sup> raison est que la culture avec les auteurs est proposée par la Médiathèque municipale. Il demande à M. TOITOT s'il fait écho au conseil d'école où la directrice a dit que les activités proposées aux élèves par la Médiathèque n'étaient pas du même niveau que celles de l'ADéC ?

Monsieur le Maire précise également que les premières années d'adhésion à l'ADéC il y avait 20 interventions par an. Ces dernières années il n'y en avait plus que 5 pour le même prix puisque la cotisation est calculée sur le nombre d'habitants de la commune.

**Mme DI VANNI** pense que l'intérêt à la lecture ne doit pas être uniquement impulsé par les écoles et les enseignants mais également par les parents et les familles.

**Mme WERNY** regrette elle aussi cette décision mais également que les écoles n'en aient pas été informées.

**Mme CHALOT** partage les explications et les justifications de M. le Maire et de Mme DI VANNI. Elle s'étonne toutefois que la question apparaisse après que la ville annonce l'arrêt de l'adhésion, et d'un seul coup les écoles auraient des projets ???

### 2) **M. Denis TISSERAND** pour le groupe Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire :

⇒ Pourquoi n'avons-nous pas d'affichage « Fier d'être capitale Française de la culture » sur Seloncourt ?

**M. TISSERAND** s'étonne de ne pas voir le calicot dans Seloncourt à l'instar d'autres villes.

**Mme CHALOT** répond qu'effectivement la ville dispose d'une grande banderole comme on peut en voir dans certaines villes de l'agglo. A Seloncourt, il a été décidé, notamment afin de la préserver des intempéries, de ne l'afficher que quelques jours avant les événements estampillés capitale de la culture qui se dérouleront sur le territoire communal (Bruit du Renard, Salon d'Art, Jazz...).

## INFORMATION

Monsieur le Maire rappelle que le prochain Conseil Municipal se réunira le mardi 08 octobre 2024 à 18h30.

La séance est levée à 20h10.

Le Secrétaire de Séance  
**Mme Françoise PAICHEUR**



Le Maire  
**Daniel BUCHWALDER**

